

Gaspillage et mauvaise gestion

demandait pourquoi j'étais si bouleversé qu'un ministère de l'État ait gaspillé \$22,000 en frais de port. Si je suis bouleversé, c'est que je sais combien il est difficile d'épargner \$22,000. Je sais combien il est difficile de rembourser \$22,000 empruntés à une banque. Je sais aussi que des capitaux de \$22,000 à \$50,000 peuvent créer un nouvel emploi permanent. Cela m'irrite quand je constate qu'une pareille somme a été gaspillée. Je sais ce que pourrait représenter \$5,000 par an de plus pour beaucoup de petits salariés.

Bien des gens sont profondément inquiets parce que le Parlement actuel ne représente pas ou ne sert pas la population convenablement. L'avènement de la télévision à la Chambre accentue sans doute l'impression que la situation est vraiment grave. Vendredi dernier encore, une chronique de M. W. A. Wilson intitulée «Un malaise étroit la population» était publiée dans le *Journal* d'Ottawa. M. Wilson faisait état de l'égoïsme qui règne, disant que le sens des responsabilités publiques semble faire défaut. Quelques rares chefs politiques, hommes d'affaires et spécialistes donnent le bon exemple. Selon M. Wilson, le processus politique ne souffre pas du malaise qui affecte les Canadiens. Il faisait remarquer que durant les débats sur le suffrage universel au début du siècle, on craignait que l'application intégrale des principes démocratiques donne lieu à des revendications immodérées qui entraîneraient l'effondrement du régime. Bien que la chose ne se soit pas produite, M. Wilson déclare:

Les groupes au sein du processus politique ont découvert l'art d'aiguiser les appétits de la population et de consolider ensuite leur emprise sur le pouvoir en les assouissant.

● (1640)

Pour illustrer comment ce problème préoccupe de plus en plus de personnes soucieuses de liberté et de qualité de la vie, je voudrais mentionner une série d'articles de Norman Macrae, rédacteur en chef adjoint de la revue londonienne *The Economist*. Cette série s'intitule: «Ailing democracies may be terminal cases». M. Macrae estime que les démocraties à régime électoral sont menacées par de sérieux dangers. L'un d'eux serait l'impérialisme du secteur public. Le pouvoir est passé entre les mains de ceux que Soljenitsyne a appelé, en parlant des démocraties occidentales, les «bureaucrates politiques» et les «bureaucrates officiels».

M. Macrae rappelle dans ses articles que les deux groupes dépendent à l'heure actuelle une proportion plus élevée du produit national brut qu'à l'époque où le clergé, les rois, les nobles et les capitalistes étaient à l'apogée de leur pouvoir. Je suppose que ce problème est lié à la nature humaine, car il semblerait que chaque fois que l'on confie le pouvoir à un groupe donné, on est assuré qu'il étendra sans cesse l'emprise de ses bureaucrates. Voici un autre point que souligne également M. Macrae:

La concentration du pouvoir de dépenser entre les mains des bureaucrates est devenue un objectif sacré parce qu'on a cru qu'un grand nombre de services seraient mieux assurés par un monopole d'État que par l'entreprise privée.

Macrae a également déclaré, et je cite:

Depuis quelques années, on a pu s'apercevoir que c'était faux.

Il a fait remarquer, et je cite:

Depuis 30 ans, la productivité à la Fonction publique a baissé de plus de 90 p. 100, alors qu'elle a plus que doublé dans le secteur privé.

Nous en avons un bon exemple ici même. Dans son rapport de 1978, le vérificateur général signale que le taux de productivité dans le secteur public et la Fonction publique fédérale est

d'environ 65 p. 100 alors qu'il devrait être d'au moins 85 p. 100. Il est donc inférieur de 20 p. 100 à ce qu'on pourrait normalement attendre. Vingt pour cent de 330,000 années-hommes, cela donne 66,000 années-hommes. Si on se livre à un calcul rapide, pour voir ce que cela donne en dollars, les frais supplémentaires sont d'environ trois quarts de milliard. C'est un fardeau improductif pour ceux qui travaillent vraiment.

En tant que parlementaires, il nous incombe d'éliminer les éléments du système qui nuisent à la productivité. Pour le moment, la bureaucratie n'a pas intérêt à être productive, car son statut et son confort se mesurent par l'importance de son budget, et le nombre d'années-hommes employés par les ministères.

En outre, les bureaucrates travaillent dans une atmosphère d'étude où l'on examine et analyse les problèmes, mais où on les règle rarement. Ce sont les problèmes non résolus qui font vivre les bureaucraties. Par exemple, depuis 1969, le gouvernement a nommé 26 commissions royales d'enquête. Dans les comptes publics de 1978, on peut voir que six commissions et études ou rapports ont coûté plus de 5 millions de dollars. Je n'ai pas pu savoir ce qu'avaient coûté toutes les études depuis dix ans.

Une autre question qui inquiète le public, à mon avis, c'est que les parlementaires semblent placer leurs propres intérêts au-dessus de ceux de la population, et qu'au lieu de tenir compte de la volonté du peuple le Parlement lui impose la sienne, contrairement aux règles de la démocratie. C'est surtout évident depuis une dizaine d'années. Le Parlement est allé à contre-courant de l'opinion publique sur des questions comme la peine capitale, le bilinguisme, les communications, et aussi en faisant de l'assurance-chômage un régime d'aide sociale et de redistribution des richesses, plutôt qu'un régime d'assurance avant tout. Rien que cette année, on a consacré encore 5.3 milliards à un programme qui devrait s'autofinancer.

Depuis cinq ans, par crainte ou par résignation, le Parlement est incapable de faire quoi que ce soit pour régler les difficultés qui se posent dans la Fonction publique ou l'anarchie qui règne aux postes. La situation n'est guère meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était voici cinq ans. Je ne crois pas qu'il soit injuste de dire que le pays souffre d'un manque de leadership car le Parlement est victime de la maladie du «moi d'abord», ce qui empêche la Chambre de faire preuve de leadership dont sont censés faire preuve ses dirigeants. Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à reprendre le contrôle du système et à utiliser de façon efficace, économique et rentable les ressources fiscales de l'État qui proviennent uniquement des salariés. Tous les pays libres, et pas seulement le nôtre, partagent cette même préoccupation et parce que nos institutions parlementaires ne réagissent pas de la façon dont elles le devraient, la population réclame une forme de démocratie directe. C'est ainsi que nous constatons que le premier ministre (M. Trudeau) et certains de ses conseillers de l'Ouest, en viennent à réclamer l'instauration de cette grande forme de démocratie directe symbolisée dans l'esprit des gens par la proposition 13 qui a été adoptée dans l'État de Californie. Soit dit en passant, je tiens à préciser que lorsque le premier ministre et certains de ses fervents partisans parlent de démocratie directe, la dernière des choses qu'ils ont à l'esprit est en